



Droit des marques et e-commerce : Les défis juridiques pour les entreprises en ligne

Fiche pratique publié le 24/04/2023, vu 2025 fois, Auteur : [Blog de Le Bouard Avocats Versailles](#)

Cet article explore les principales problématiques liées à la protection des marques, au respect des marques tierces, à la gestion des noms de domaine et à la lutte contre la contrefaçon.

Dans un monde de plus en plus connecté, le commerce électronique s'est imposé comme un canal incontournable pour les entreprises, qui doivent veiller à protéger et respecter les droits des marques. En vertu du Code de la propriété intellectuelle (CPI), une marque est un signe distinctif permettant à une entreprise d'identifier et de différencier ses produits et services de ceux de ses concurrents (CPI, art. L711-1). Le respect des droits des marques est essentiel pour prévenir les litiges et garantir la pérennité des entreprises en ligne.

Le droit des marques, qui relève du domaine de la propriété intellectuelle, est un enjeu majeur pour les entreprises en ligne, car il leur permet de sécuriser leurs actifs immatériels et de défendre leur réputation. Le non-respect de ces droits peut entraîner des sanctions pénales et civiles (CPI, art. L716-1 et suivants), ainsi que des conséquences néfastes pour la réputation et la compétitivité des entreprises.

Cet article a pour objectif d'expliquer les défis juridiques auxquels sont confrontées les entreprises en ligne en matière de droit des marques, et de proposer des solutions pour y faire face.

II. Comprendre le droit des marques dans le contexte du commerce électronique

A. Définition des marques et de leur rôle

Selon l'article L711-1 du CPI, une marque est un signe susceptible de représentation graphique servant à distinguer les produits ou services d'une personne physique ou morale. Les marques peuvent être des noms, des logos, des slogans, des couleurs, des formes, des sons, etc. Le rôle des marques est de permettre aux entreprises de protéger leur image, leur réputation et leur position sur le marché, tout en offrant aux consommateurs des repères pour identifier et choisir les produits et services.

B. Présentation des droits de propriété intellectuelle liés aux marques

Le titulaire d'une marque bénéficie de droits exclusifs, qui lui confèrent le pouvoir d'autoriser ou d'interdire l'utilisation de sa marque par des tiers (CPI, art. L713-2). Ces droits sont accordés par l'enregistrement de la marque auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) en France, ou d'autres organismes compétents dans les autres pays (CPI, art. L712-1). Les droits

des marques sont protégés pendant une durée de dix ans à compter de la date de dépôt, renouvelable indéfiniment (CPI, art. L712-2).

C. Les spécificités du commerce électronique

Le commerce électronique présente des particularités qui rendent la protection des marques d'autant plus complexe. La dimension transfrontalière des transactions en ligne soulève des questions de compétence et d'applicabilité des lois nationales. De plus, les entreprises en ligne doivent également gérer des problématiques liées aux noms de domaine, aux réseaux sociaux et aux plateformes de vente en ligne, où les risques de contrefaçon et de confusion sont accrus.

D'une part, la protection des marques en ligne doit tenir compte des législations et des jurisprudences applicables dans les différents pays où l'entreprise exerce son activité. Par exemple, en Europe, les entreprises peuvent bénéficier d'une protection étendue en enregistrant leur marque au niveau de l'Union européenne auprès de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO). Cette démarche permet d'obtenir une protection uniforme dans l'ensemble des États membres.

D'autre part, la gestion des noms de domaine et des profils sur les réseaux sociaux constitue un défi spécifique pour les entreprises en ligne. En effet, il est essentiel de choisir et d'enregistrer des noms de domaine et des identifiants sur les réseaux sociaux qui respectent les droits des marques, tant pour protéger sa propre marque que pour éviter d'enfreindre les droits de marques tierces.

Enfin, les plateformes de vente en ligne sont souvent le théâtre de contrefaçons et d'atteintes aux droits des marques, que ce soit par la vente de produits contrefaisants ou par l'utilisation abusive de marques dans les descriptions et les publicités. Les entreprises en ligne doivent donc être particulièrement vigilantes pour surveiller et protéger leurs marques sur ces plateformes.

III. Les défis juridiques pour les entreprises en ligne

A. Protection des marques en ligne

1. Enregistrement de la marque

L'enregistrement d'une marque est une étape cruciale pour assurer sa protection. En France, les marques sont enregistrées auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) conformément aux dispositions du Code de la propriété intellectuelle (CPI, art. L712-1). Pour les entreprises en ligne ayant une portée internationale, il est important de considérer l'enregistrement dans d'autres juridictions, notamment via le système de Madrid administré par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) ou l'enregistrement d'une marque de l'Union européenne auprès de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO).

L'enregistrement de la marque confère à son titulaire un droit exclusif d'utilisation pour les produits et services désignés dans l'enregistrement (CPI, art. L713-2). Ainsi, les entreprises en ligne

doivent s'assurer que leur marque est correctement enregistrée pour couvrir l'ensemble de leurs activités et éviter les litiges ultérieurs.

2. Surveillance et lutte contre la contrefaçon

La contrefaçon est un fléau majeur pour les entreprises en ligne. Selon l'article L716-1 du CPI, le titulaire d'une marque peut engager des poursuites civiles ou pénales contre les contrefacteurs. Les sanctions peuvent inclure des dommages et intérêts, la confiscation des produits contrefaisants et, dans certains cas, des peines d'emprisonnement.

Pour lutter efficacement contre la contrefaçon, les entreprises en ligne doivent mettre en place une stratégie de surveillance pro-active de leurs marques. Cela peut inclure la surveillance des plateformes de vente en ligne, des réseaux sociaux et des sites web concurrents, ainsi que la collaboration avec des organismes spécialisés dans la lutte contre la contrefaçon. En cas de découverte d'une contrefaçon, il est essentiel de réagir rapidement, en engageant des actions en justice, en signalant les contenus illicites aux plateformes concernées ou en négociant avec les contrefacteurs.

B. Respect des marques tierces

1. Connaissance des marques existantes

Les entreprises en ligne doivent également veiller à respecter les droits des marques tierces. Cela implique de connaître les marques déjà enregistrées pour éviter les risques de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de confusion. Les bases de données publiques, telles que la base de données de l'INPI, de l'EUIPO ou de l'OMPI, peuvent être consultées pour vérifier l'existence de marques similaires ou identiques.

Il est également recommandé de mener des recherches d'antériorités avant de créer ou d'enregistrer une nouvelle marque, afin d'évaluer les risques potentiels et de s'assurer que la marque envisagée ne porte pas atteinte aux droits de tiers.

2. Éviter les litiges relatifs à la concurrence déloyale et à la confusion

Le respect des marques tierces est essentiel pour prévenir les litiges liés à la concurrence déloyale et à la confusion. Selon l'article L713-3 du CPI, l'utilisation d'une marque postérieure peut être interdite si elle est susceptible de créer un risque de confusion dans l'esprit du public avec une marque antérieure. De plus, l'article 1240 du Code civil dispose que tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

Pour éviter ces litiges, les entreprises en ligne doivent s'assurer que leurs marques, leurs noms de domaine, leurs identifiants sur les réseaux sociaux et leurs contenus ne créent pas de confusion avec les marques tierces. Cela peut inclure l'évaluation de la similitude des signes, des produits et services, ainsi que du contexte d'utilisation.

C. Gestion des noms de domaine et des réseaux sociaux

1. Choix et enregistrement des noms de domaine

Le choix et l'enregistrement des noms de domaine sont des aspects essentiels de la stratégie de protection des marques pour les entreprises en ligne. Les noms de domaine doivent être choisis et enregistrés en tenant compte des droits des marques existantes, afin d'éviter les conflits et les

actions en contrefaçon.

Il est également important de surveiller les enregistrements de noms de domaine similaires ou identiques, afin de détecter et de prévenir les cybersquattages, les typosquattages et les atteintes aux droits des marques. En cas de litige lié à un nom de domaine, les entreprises peuvent avoir recours à des procédures de résolution extrajudiciaire, telles que la procédure Uniform Domain-Name Dispute-Resolution Policy (UDRP) mise en place par l'ICANN.

2. Utilisation des marques sur les réseaux sociaux et les plateformes de vente

L'utilisation des marques sur les réseaux sociaux et les plateformes de vente en ligne doit être effectuée en respectant les droits des marques tierces et en veillant à prévenir les risques de confusion et de concurrence déloyale. Les entreprises en ligne doivent s'assurer que leurs profils, leurs publications et leurs annonces respectent les droits des marques et ne portent pas atteinte à la réputation des autres entreprises.

IV. Les bonnes pratiques pour minimiser les risques juridiques

A. Mettre en place une stratégie de protection des marques

1. Identifier les éléments à protéger

Les entreprises en ligne doivent commencer par identifier les éléments de leur activité qui nécessitent une protection en matière de marques, tels que les noms, les logos, les slogans, les couleurs et les formes. Une fois ces éléments identifiés, ils doivent être évalués en termes de valeur commerciale et de risque juridique.

2. Élaborer un plan d'action pour la protection et la surveillance

Les entreprises en ligne doivent élaborer un plan d'action pour la protection et la surveillance de leurs marques, qui inclut l'enregistrement des marques, la gestion des noms de domaine, la surveillance des réseaux sociaux et des plateformes de vente en ligne, et la lutte contre la contrefaçon. Ce plan doit être adapté aux spécificités de chaque entreprise et révisé régulièrement pour tenir compte des évolutions du marché et des technologies.

B. Se tenir informé des évolutions législatives et jurisprudentielles

1. Veille juridique

La veille juridique est essentielle pour les entreprises en ligne afin de rester informées des évolutions législatives et jurisprudentielles en matière de droit des marques. Cette veille peut être effectuée en interne ou en faisant appel à des prestataires spécialisés. Elle permet aux entreprises de s'adapter rapidement aux changements législatifs et de prendre les mesures nécessaires pour protéger leurs marques.

2. Formation continue

La formation continue des employés et des dirigeants sur les enjeux liés au droit des marques et au commerce électronique est une autre bonne pratique pour minimiser les risques juridiques. Les entreprises en ligne doivent investir dans la formation de leurs équipes afin de leur permettre de

mieux comprendre les défis juridiques et de mettre en place les bonnes pratiques en matière de protection des marques.

C. Collaborer avec des experts en propriété intellectuelle

1. Avocats spécialisés en droit des marques

Les entreprises en ligne peuvent bénéficier de l'expertise d'avocats spécialisés en droit des marques pour les conseiller et les assister dans la mise en place de leur stratégie de protection des marques. Ces avocats peuvent les aider à identifier les risques juridiques, à déterminer les meilleures solutions pour protéger leurs marques et à les représenter en cas de litiges.

2. Conseils en propriété industrielle

Les conseils en propriété industrielle sont des professionnels spécialisés dans la protection des droits de propriété intellectuelle, notamment les marques. Ils peuvent accompagner les entreprises en ligne dans la recherche d'antériorités, l'enregistrement des marques, la surveillance et la défense de leurs droits. Leur expertise peut être précieuse pour les entreprises en ligne souhaitant optimiser leur stratégie de protection des marques et minimiser les risques juridiques.

V. Études de cas : exemples de défis juridiques et solutions adoptées

A. Cas de contrefaçon de marque en ligne

Dans un cas récent, une entreprise française spécialisée dans la vente de vêtements en ligne a constaté que des produits contrefaisants portant sa marque étaient proposés sur une plateforme de vente en ligne internationale. En vertu de l'article L716-1 du CPI, l'entreprise a engagé des actions en justice pour faire cesser la contrefaçon et obtenir des dommages et intérêts.

En parallèle, elle a collaboré avec la plateforme de vente en ligne pour faire retirer les offres contrefaisantes et renforcer la surveillance de sa marque. Cette collaboration s'est appuyée sur les dispositifs de protection des marques mis en place par les plateformes, tels que le programme de protection des droits de propriété intellectuelle d'Amazon ou le programme VeRO d'eBay.

B. Cas de litige relatif à l'utilisation d'une marque tierce

Une start-up française proposant une application de covoiturage a été poursuivie en justice par une entreprise concurrente pour utilisation abusive de sa marque dans les publicités en ligne et les mots-clés sponsorisés. La victime a invoqué les articles L713-2 et L713-3 du CPI, qui interdisent l'utilisation d'une marque susceptible de créer un risque de confusion avec une marque antérieure.

Pour résoudre ce litige, les parties ont opté pour une solution à l'amiable. La start-up a accepté de modifier ses publicités et d'arrêter d'utiliser les mots-clés litigieux, tout en mettant en place des mesures pour éviter de futurs litiges, telles que la formation de son équipe marketing sur les enjeux du droit des marques.

C. Cas de récupération d'un nom de domaine en lien avec une marque

Une entreprise française détenant une marque notoire a découvert qu'un nom de domaine reprenant sa marque avait été enregistré par un tiers. Ce nom de domaine redirigeait les internautes vers un site web proposant des produits concurrents. L'entreprise a engagé une procédure UDRP auprès de l'ICANN, en se fondant sur l'article L713-6 du CPI, qui interdit l'utilisation d'un signe reproduisant ou imitant une marque notoire sans juste motif.

La procédure UDRP a permis à l'entreprise de récupérer le nom de domaine litigieux et de protéger sa marque et sa réputation en ligne.

VI. Conclusion

A. Récapitulatif des principaux défis juridiques

Le droit des marques et le commerce électronique présentent de nombreux défis juridiques pour les entreprises en ligne, tels que la protection des marques, le respect des marques tierces, la gestion des noms de domaine et des réseaux sociaux, et la lutte contre la contrefaçon.

B. Importance d'une stratégie de protection des marques adaptée au commerce électronique

Pour faire face à ces défis, les entreprises en ligne doivent adopter une stratégie de protection des marques adaptée au contexte du commerce électronique. Cette stratégie doit inclure l'enregistrement des marques, la surveillance pro-active, la collaboration avec des experts en propriété intellectuelle et la formation continue des équipes sur les enjeux du droit des marques.

C. Conseils pour les entreprises en ligne

En conclusion, il est essentiel pour les entreprises en ligne d'adopter une approche proactive en matière de protection des marques et de respect des marques tierces. Pour minimiser les risques juridiques et assurer leur pérennité sur le marché numérique, voici quelques conseils à suivre :

1. Élaborez une stratégie de protection des marques adaptée au commerce électronique, en tenant compte des spécificités de votre activité et des évolutions technologiques.
2. Investissez dans la formation de vos équipes sur les enjeux du droit des marques et les bonnes pratiques en matière de protection des marques.
3. Collaborez avec des experts en propriété intellectuelle, tels que des avocats spécialisés en droit des marques et des conseils en propriété industrielle, pour vous assister dans la mise en place de votre stratégie de protection des marques et la résolution des litiges.
4. Mettez en place des dispositifs de veille juridique pour vous tenir informé des évolutions législatives et jurisprudentielles en matière de droit des marques.
5. Privilégiez les solutions à l'amiable en cas de litige, lorsque cela est possible, pour préserver vos relations commerciales et limiter les coûts associés aux contentieux.

En suivant ces conseils et en restant vigilant face aux défis juridiques liés au droit des marques et au commerce électronique, les entreprises en ligne peuvent renforcer leur position sur le marché et assurer leur succès à long terme.

Le Bouard Avocats Versailles

<https://www.lebouard-avocats.fr/>

<https://www.avocatspostulants.fr/>

<https://www.avocatsversailles.fr/>